

**Sommaire :**

Editorial

**Politique :**

Une odeur de fin de régime.....page 2

Le vrai pouvoir, servir.....page 3

Les chiffres du mois.....page 3

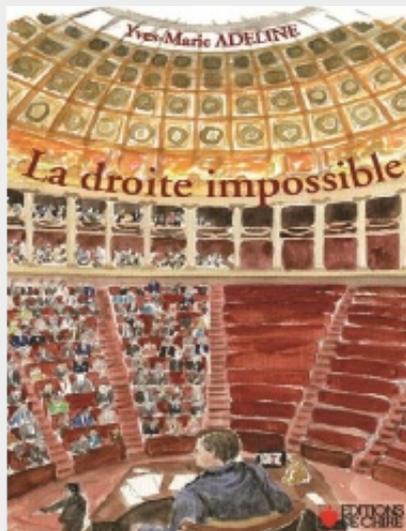
Entre responsabilité et conviction.....page 4 et 5

Faillite d'un système économique : la France à la dérive.....page 5

La Chiquenaude du Mois : Manuel, Valses !.....page 6

**Pensée d'AF :**

L'Action Française et la Sécurité du Travail.....page 7 et 8

**Le Livre du Mois****De la fracture sociale à la fracture morale...**

Depuis maintenant quelques mois, le gouvernement socialiste multiplie frasques et réformes dans l'unique but, quasi-avoué, de catalyser la fracture sociale française, finissant l'oeuvre entamée par ses prédécesseurs. Nation, souveraineté, libertés locales n'étaient plus que chimères pour les français... Mais restaient encore les piliers du mariage et, davantage encore, la filiation et la protection du sacrosaint « *droit de l'enfant* », si honteusement bafoué aujourd'hui par le « *droit à l'enfant* ».

En ce 24 Mars, une immense foule de français a, une nouvelle fois, clamé son vif désaccord et son inébranlable attachement à ces indéfectibles piliers de notre pays, de notre Nation, de notre société. Pacifiquement et emplie d'espérance, cette *vox populi* a su sortir de son confort individualiste pour se rappeler l'importance vitale de la dualité homme/femme dans la construction du jeune enfant, des terribles conséquences des mensonges aujourd'hui véhiculés sur les personnalités des futures générations.

Mais cette espérance s'est heurtée, violemment, brusquement, gratuitement, à la véritable source idéologique

de cette réforme nihiliste : gaz lacrymogène pour seul argument, le bras autoritaire de l'Etat a voulu faire taire cette opposition, comme son illustre prédécesseur stalinien s'était évertué à faire taire la sienne. Cette espérance, face à tant de violence, a été littéralement balayée et l'Etat républicain, à la dramatique fracture sociale française, a osé ajouter une véritable « *fracture morale* » au sein d'un pays en pleine décrépitude.

Comme disait Maurras : « *Le désespoir est en politique une sottise absolue* »... Et gardons nous donc de tout désespoir, mais sachons tirer leçons de ces événements : les voies légales, pacifiques, se termineront irrémédiablement par un affligeant mépris et, de facto, une impasse. Dès lors, osons pousser à peine plus loin ce raisonnement et prendre les décisions qui s'imposent : n'ayons de cesse de clamer la pertinence royale, l'importance vitale de ce sursaut monarchique face à l'intrinsèque aberration républicaine !

**Pour que vive la France, pour la protection de nos enfants et de notre Nation : Vive le Roi !**



## Une odeur de fin de régime

Tout l'art de l'observation politique repose sur l'interprétation globale d'un ensemble donné d'indicateurs particuliers, jouant les pythonisses politiques sur la base de faits tangibles et avérés. Si certaines époques pouvaient s'avérer complexes à analyser, notre régime politique actuel fourmille littéralement d'informations révélatrices de l'actuelle décrépitude politique qui règne aujourd'hui.

Le principe républicain posant comme axiome gouvernemental l'assentiment populaire, il convient en premier lieu de noter l'abysmale popularité présidentielle, principalement causée par la médiocrité quasi-patentée de l'hypoprésident. D'une apathie à en faire pâlir un Camille Chautemps, le duo Hollande-Ayrault brille par son inaction et son indéfectible mépris pour la *vox populi* qui, du coup, le leur rend bien...

Mais cette impopularité croissante n'aurait évidemment connu une telle ampleur sans l'incroyable nullité de la quasi-totalité de l'équipe ministérielle, celle-ci n'ayant de cesse de multiplier les erreurs de communication, les désaccords en tous genres et les brassages d'airs nauséabonds (Montebourg en est d'ailleurs devenu l'un des grands spécialistes reconnus).

Le reste de la caste politicienne républicaine n'est pourtant pas en reste : de nombreux sondages témoignent de la véritable défiance populaire française envers leurs élus, se sentant souvent trahis et honteux devant les injustices perpétrées par le système partisan. UMPS en tête, les partis se retrouvent pointés du doigt par l'*ire* du pays réel, lassé de se faire trimballer d'élections en élections sans pouvoir émettre ne serait-ce qu'un désaccord...



Enfin, de manière plus globale, la remise en cause progressive mais certaine de la majorité des institutions, de leur partialité et même de leur pertinence réelle, montre une nouvelle fois l'ampleur de la crise systémique française. Touchés au plus profond de leurs valeurs, plus d'un million de français se sont une nouvelle fois mobilisés ce Dimanche 24 Mars contre les réformes aberrantes et nihilistes engagées par le gouvernement socialiste. La Police, la Justice, les Médias, tous les pouvoirs et institutions se sont massivement regroupés pour faire taire cette opposition populaire si gênante, même s'il faut pour se faire gazer femmes, enfants et vieillards...

**Cette violence de la dernière extrémité témoigne de la fragilité même des institutions républicaines, obligées de faire taire le mécontentement populaire pour éviter la déroute.** Demain, la question politique se posera avec davantage de force, de puissance, tant le quotidien national perle de mauvaises nouvelles, chômage et impôts devant inéluctablement suivre la même courbe ascendante. L'odeur de fin de régime qu'exhale la république doit être l'occasion pour les Royalistes de faire entendre leur voix avec davantage de force, d'abnégation et de courage !

Pour que vive la France, vive le Roi !

**Citation royaliste :**

"Un pays vraiment autonome, vraiment indépendant, et donc dans le vrai sens du mot, une nationalité complète, suppose donc le gouvernement d'une royauté: le prince héréditaire, le roi qui ne dépend pas de sa popularité du moment."

Charles Maurras, *La Dentelle du rempart*, Choix de pages civiques en prose et en vers (1886-1936)



## Le vrai pouvoir : Servir !

« *Le vrai pouvoir est le service* »

Le récent avènement du Pape François I° sur le trône de Saint Pierre a permis, outre l'énième démonstration de l'affligeante nullité quasi-patenté de toute la caste politico-médiatique française, de rappeler de la plus belle manière la clé de voûte de la notion même de pouvoir : le service. **Désintéressement de sa propre personne au profit du Bien Commun et du service des plus faibles, abnégation et humilité à la première magistrature de l'Etat...** Quel contraste au regard du comportement présidentiel français !

A l'évidence, le service et l'abnégation y ont depuis longtemps laissé leur place à l'égotisme et à l'arrivisme les plus exécrables. Fruits informes de l'individualisme consumériste moderne, les actuels gouvernants n'ont qu'une piètre opinion du service, pourtant intrinsèque à leur fonction. Euripide disait qu'« *un service auquel on répugne n'est plus un service* » : faut-il voir dans l'actuelle défiance populaire vis-à-vis des gouvernants l'inéluctable conséquence de la décrépitude de la notion de service ? Assurément.

« *La fraternité bannit la volonté de puissance, et le service la tentation du pouvoir* » écrivait Jean-Paul II. Et l'application de ces principes de bon sens n'est pas exclusive au gouvernement de la France, mais bien à toutes les strates de l'échelle politique et sociale française : au sein d'une entreprise, d'une collectivité territoriale et même au sein de la famille, car le service nécessite cette indispensable vertu d'humilité qui fait tant défaut aujourd'hui.

Aujourd'hui, à l'heure où chaque ministre tente d'inscrire son nom dans l'Histoire par une nouvelle loi (souvent inutile voire grotesque au demeurant), à l'heure où les candidats aux plus grands services politiques en arrivent à commencer chacune de leur phrase par « *moi, je* », le Pape François I° rappelle à raison l'importance vitale de cette notion de service au sein d'une Nation. Mais en ce faisant, il démontre également sa continuité évidente avec le précédent Pape Benoît XVI qui, en toute humilité, renonçait à son service car sa santé ne lui permettait plus de l'honorer. **Ici, point d'orgueil ni d'égoïsme, d'arrivisme ni de culte de sa personne : la conscience de sa faiblesse et de l'importance du service forcent à elles seules notre respect.**

### Les chiffres du mois

**2533**

c'est le nombre de dossiers traités annuellement par chaque procureur, selon le Rapport de la Commission Européenne pour l'Efficacité de la Justice du 20 Septembre 2012

**61 %**

C'est le nombre de maires demandant la suspension du projet de loi du "Mariage pour Tous", selon un sondage IFOP/Maires de France

**339**

Sur 577, c'est le nombre de députés "cumulards", c'est à dire qui détiennent un mandat exécutif local en sus de leur activité parlementaire

**160 000 €**

c'est le montant de la subvention versée par la ville de Brest pour la construction de la nouvelle mosquée



## Entre responsabilité et conviction

**« Le peuple est un souverain sans mémoire. Le pardon lui est aussi naturel que l'ingratitude. »**

En prenant cette citation de Louis Latzarus comme prisme d'observation de l'actuelle impopularité de l'hypoprésident, la tempérance viendrait assurément calmer les habituels commentateurs politiques. Logique : l'impopularité d'un président n'est nullement un indicateur qualitatif de la gouvernance nationale, mais plutôt de la prise de conscience populaire de l'impossible réalisation de l'ensemble des promesses électorales.

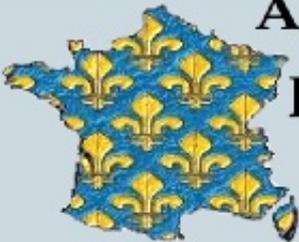
Ainsi, un gouvernement qui ne tient pas ses promesses mais qui tient la barque politique sera aussi impopulaire qu'un gouvernement incompetent. Triste loi de la nature politique que ne connaissent apparemment pas certains médias, adeptes des diatribes-couperets... Vendeuses certes, mais pas forcément pertinentes.

L'utopie démagogique est intrinsèque au système électoral : bien peu de promesses électorales peuvent réellement espérer se réaliser dans le laps de temps imparti. Comme disait le Journaliste André Bercoff au site Atlantico : **« tout politique devant se faire élire a l'obligation de mentir - c'est la loi de l'économie électorale de marché - et le devoir, une fois élu, de justifier le plus habilement possible ses virages à 90 ou à 180 degrés. »**

Mais ce qui peut néanmoins frapper l'observateur politique, c'est l'actuelle surenchère démagogique sur des points aussi essentiels que le déficit public, les hausses d'impôts ou l'équilibre même des finances publiques et ce, dans un temps extrêmement court (notamment l'objectif « 3% de déficit en 2013 »). Cette surenchère, au-delà de la perte de crédibilité internationale de notre pays, suscite évidemment une chute de popularité inversement proportionnelle, dès lors que l'illusion ne tient plus.

Et ce qui fait tenir cette illusion, au-delà même de la manipulation médiatique environnant la sphère politique, reste la profonde opposition entre la nature même de l'éthique politique actuelle et celle qu'elle paraît, entre « l'éthique de responsabilité » et « l'éthique de conviction » dont parlait le sociologue Max Weber.

La première notion, l'éthique de responsabilité, relève de la rationalité téléologique, c'est-à-dire par rapport à une fin et aux moyens mis en œuvre pour y parvenir. Weber la décrit également comme « l'éthique de l'adaptation au possible », ce qui la prédispose au pragmatisme, aux compromis et, si cette dérive s'accroît encore, à l'opportunisme politique.



**Au service du Peuple  
Pour le Bien Commun  
Pour la France**

**VIVE LE ROI !**

**Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire**

 [urbvm@hotmail.com](mailto:urbvm@hotmail.com) 



Pour Weber, l'une des composantes essentielles de cette éthique de la responsabilité est la capacité de prédiction, notamment quant aux effets des actions entreprises et des moyens utilisés. Or, il est regrettable de constater l'apparente absence de prédiction des gouvernements successifs qui ne font que réagir aux événements politico-économiques mondiaux.

La seconde notion, l'éthique de conviction, relève de la rationalité axiologique, « *c'est-à-dire qu'elle se soucie exclusivement de ne pas trahir une valeur, de ne pas transgresser une norme* ». Cette éthique s'accompagne d'une volonté de « pureté absolue des moyens » et d'une absence totale de prise en compte des conséquences.

L'opposition de ces deux notions trouve un ancrage évident dans les différentes phases du processus électoral de notre système républicain. Ainsi, pendant la campagne présidentielle, le candidat arbore une apparente éthique de conviction, pouvant clamer haut et fort que « *son ennemi, c'est la Finance* » : qu'importent les conséquences, seule la fin compte réellement. Et la masse populaire, dans sa majorité, adhère à cette vision de la politique, souhaitant voir cette intransigeance, cette pureté de conviction redorer le blason présidentiel.

Malheureusement, le candidat élu opte progressivement pour une vision politique bien plus proche de l'éthique de responsabilité, faite de compromis et de « *réajustements des moyens et finalités selon les aléas de l'action* ». Si Weber estime que l'éthique de responsabilité correspond exactement à l'homme politique moderne, il est évident que l'électoralisme joue ici les troubles fêtes en poussant les candidats à jouer aux « *hommes de convictions* » pour quelques voix supplémentaires...

**C'est de ce changement d'optique politique que naît le mécontentement populaire, l'ampleur de la déception n'a d'égale que l'ampleur du changement de comportement.** L'actuelle impopularité présidentielle n'est donc pas un opprobre jeté sur un homme mais une énième manifestation tangible de la crise politique profonde que traverse la France aujourd'hui...

### Faillite d'un système économique : la France à la dérive...

Les actuelles péripéties économiques françaises, loin de se limiter aux frontières, trouvent un large écho dans toutes les places boursières et suscitent, à juste titre d'ailleurs, l'inquiétude des partenaires économiques de notre pays. Le PDG de Galiléo Global Advisors, Georges Ugueux, en décrit les grandes lignes dans une récente tribune parue dans *Le Monde*, et force est de constater une certaine acuité des points de vue sur l'actuelle paradigme gouvernemental...

En premier lieu, **l'absence totale de direction économique claire** apparaît évidente pour bon nombre de ces observateurs. Evidence qui ne semble néanmoins ne pas devoir souffrir de débats en France, malheureusement... Pourtant, les cacophonies continuent de s'enchaîner, masquant bien difficilement le manque de courage politique qui entoure l'absence de réelles coupes budgétaires pourtant nécessaires dans l'insondable bureaucratie française.

En second lieu, c'est l'absence totale de recul sur la réalité de la croissance économique française, de la part du gouvernement socialiste, qui choque l'observateur étranger. Croissance nulle voire négative, et ce, dans un climat où le gouvernement subit un nouveau revers économique par son abandon du chimérique « *3% de déficit public en 2013* »...

Enfin, c'est l'affligeante langue de bois politicienne entourant la situation fiscale française qui frappe : "***Les déclarations présidentielles, parfois contradictoires, ne reflètent pas ce qui devrait relever de la communication de crise. La mieux à faire est de transformer la langue de bois en communication authentique. Il vaut mieux admettre les difficultés que les nier : l'opinion publique n'est pas dupe.***"

Ainsi dans sa tribune, Mr Ugueux laisse-t-il au lecteur ce dramatique bilan, duquel il faut assurément tirer cette conclusion : le salut sera politique ou ne sera pas...



## Manuel, valeses !

Entre un hypoprésident à l'incompétence quasi-patenté et une Garde des Sceaux à l'aberrant laxisme, le Ministre de l'Intérieur Manuel Valls arrivait à préserver une apparente crédibilité, passant pour « *la main de fer dans le gant de velours* » d'un gouvernement qui en avait bien besoin.

L'apparente fermeté sur le sujet des Roms, loin du Politiquement Correct de la caste boboisante républicaine, en a étonné plus d'un dans les rangs de la droite : Manuel serait-il un OVNI socialiste, un rejeton sarkozyste bazarde du mauvais côté de la rambarde ?

Foutaises et billevesées comme dirait l'autre ! Manuel a finalement montré, en ce 24 mars, son vrai visage : socialiste idéologue, il a accepté et ordonné les gazages, matraquages et coups sur des jeunes enfants, des adolescents et des vieillards pour faire taire une opposition devenue « *génante* ». Et force est de constater que cette extrême violence policière n'est pas unilatérale, loin de là... Quelques jours plus tôt, plusieurs centaines de salariés de l'usine Goodyear s'en étaient pris aux forces de l'ordre : 19 policiers blessés, mais seulement une unique interpellation (contre 6 pour le 24 mars) et surtout pas de gazages ni même de défense des policiers ! Visiblement la cohérence n'étouffe guère le « *kommandatur* »...

Quand un Ministre s'arroge le droit à la violence sur certaines manifestations pacifiques et s'en abstient sur d'autres, laissant les policiers se faire blesser sans pouvoir répliquer ;

Quand un Ministre ose trahir sa fonction en laissant l'idéologie et non plus le Bien Commun guider ses paroles et ses actes ;

Quand enfin un Ministre se complait dans les mensonges les plus honteux, faisant passer un gamin de 14 ans pour un extrémiste ou en cachant sciemment la vérité sur la force de la contestation populaire ;

Alors l'heure n'est plus aux recours, aux demandes politiciennes ou aux hypocrites excuses : sa légitimité ministérielle s'en est allé avec l'innocence de l'enfant gazé Dimanche.

**Manuel, valeses ! Suis l'exemple de ton ami Cahuzac !**





## L'Action Française et la sécurité du Travail



La question de la sécurité du Travail n'est pas récente, loin s'en faut, et nombre de textes de l'Action Française en traite les multiples facettes. Ainsi, Pierre Chamboche, Président des Associations Corporatives d'Action Française, publiait en 1923 un magnifique texte « Sur la Sécurité du Travail » où, par des exemples concrets, il témoignait de la pertinence de la pensée royaliste pour contrer l'insécurité du Travail.

Dans ce texte, le parcours de l'ouvrier cité parle de lui-même : d'un job à l'autre, d'une « maison à l'autre comme nombre d'oiseaux de passages », l'ouvrier ne connaît que l'instabilité professionnelle, tout comme nombre d'intérimaires de notre époque. Enfin fixé au sein d'une entreprise stable et viable, il devait alors affronter cette nihiliste course à la mécanisation du début du siècle : est elle si différente aujourd'hui ? La course au rendement, à la performance est toujours la même : l'erreur humaine doit être minimisée au maximum, l'automatisation gardant l'illusion de perfection que lui accorde le capitaliste idéologue.

Le constat sur l'insécurité du Travail, dressé par Pierre Chamboche, apparaît comme cruellement d'actualité, tout comme cette citation de Firmin Bacconnier : « C'est un exproprié ; s'il veut vivre, il doit, chaque jour, vendre ses membres ou son cerveau au prix fixé par la seule autorité patronale, qui garde la faculté de lui retirer quand il lui plaît ses moyens de subsistance. » A l'heure des délocalisations en chaîne, des destructions d'emplois ou tout simplement de la cure d'austérité imposée par l'Etat aux entreprises, l'ouvrier se retrouve bien seul face aux difficultés sociales. L'illusion créée par les assurances sociales républicaines n'apporte qu'un baume tout relatif à la plaie, celles-ci n'étant pas versées au chômeur par charité chrétienne mais bien par souci consumériste, et seulement consumériste. Mais surtout, en voulant à tout prix poser l'assistanat comme principe économique et social élémentaire, la république catalyse la dépendance réelle des français à l'Etat, leur ôtant toute réelle liberté et indépendance...

Evidente conclusion que rappelle Firmin Bacconnier dans un autre texte, les assurances sociales : « Mais poser l'assistance comme principe de l'ordre économique et social, est une grosse erreur. On tue ainsi cet esprit de prévoyance et d'épargne, qui est à la base du développement économique, du progrès social et de l'affranchissement des personnes. ».

Mais cette loi sur les assurances sociales, reposant sur l'uniformité (l'égalitarisme diront certains), est ineptique par nature. Comme le dit Pierre Chamboche : « Organisées comme elles doivent l'être en France à partir de 1930, avec une réglementation stupidement uniforme pour toutes les professions, elles présenteront en outre le très grave inconvénient de faire gérer par l'Etat toutes les économies des travailleurs. Quelle tentation pour un ministre des Finances aux abois! Sans compter les frais immenses entraînés par une gestion expérimentalement aussi onéreuse et les milliers de fonctionnaires supplémentaires qu'il faudra nommer. »



Et quelle actualité ! La Cour des Comptes vient tout juste d'épingler une nouvelle fois les dépenses publiques françaises, largement déficitaires et incohérentes... Comme quoi, l'Action Française avait raison !

Le plaidoyer en faveur d'un renouveau corporatif est alors évident et tout aussi d'actualité : les conclusions parlent d'elles-mêmes, les principes apparaissent évidents. Alors n'hésitons pas à faire nôtre cette belle conclusion de Pierre Chamboche :

"De même que l'Action française travaille à assurer la sécurité de la patrie par le moyen de la monarchie traditionnelle et héréditaire, seule force capable de faire respecter la France, de même l'Union des Corporations françaises cherche à procurer à nos compatriotes la sécurité du travail par le moyen de la réorganisation corporative du pays. Aux pernicieuses doctrines démocratique, socialiste ou communiste, qui ne peuvent mener leurs dupes qu'aux pires désillusions, opposons hardiment notre doctrine vivante et féconde. Que se reconstituent, adaptées aux conditions de la vie moderne, les corporations de métier, et nous ne verrons plus ce spectacle navrant de l'ouvrier isolé dans la lutte pour, la vie, victime trop fréquente d'institutions profondément inhumaines et antisociales."

---

### *Annonces*

**Mardi 30 Avril 2013**

**Conférence d'Hilaire de Crémiers à Vannes**

**Faillite du Système Economique : La France Ruinée**

Pour tout renseignement : [franceroyal@live.fr](mailto:franceroyal@live.fr)

**Venez nombreux !**



### **Les jeunes royalistes de l'ouest ont besoin de vous !**

Un groupe de jeunes royalistes est en cours de formation sur la Ville de Nantes, et d'autres peuvent encore se former dans les autres villes de l'Ouest. Rejoignez les ! Unissons nos forces pour faire entendre avec toujours plus d'ardeur la voix royaliste dans l'Ouest !

Pour tout renseignement : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)